

www.coapporg.com



LE SAVOIR POUR L'ACTION PUBLIQUE INCLUSIVE

RAPPORT TRIMESTRIEL

T2 – 2026

Avril – Juillet 2026



Table des matières

Résumé exécutif & Cadrage Géographique	2
• Synthèse Stratégique	2
Point saillant 1	4
Point saillant 3	5
Point saillant 4	7
Périmètre Géographique	5
• Veille Régionale par Piliers Thématiques du COAPP	8
Gouvernance, Institutions, sécurité et Droits Humains	8
Transition Verte, Energie, Souveraineté Alimentaire et Climat	10
• Plateforme Damanda: Lancement officiel de la plateforme Damanda, une plateforme digitale de gestion de titres et demande de permis pour la gouvernance minière	16
Capital Humain (Santé, Education & Inclusion)	16
Economie, Finance et Commerce Intrarégional	
Technologie, Innovation & Numérisation	19
Cartographie des Acteurs (Ecosystème)	22
• Communication & Visibilité	25
• Activités du COAPP, Progrès & Impact	25

Résumé Exécutif & Cadrage Géographique

Synthèse Stratégique

Le rapport met en évidence une Afrique de l'Ouest entrée dans une phase de recomposition profonde, où les crises politiques, sécuritaires, économiques et sociales s'entrecroisent et redéfinissent les priorités de l'action publique. La période avril-juillet 2026 confirme que la sous-région n'est pas seulement confrontée à une succession de chocs conjoncturels, mais à une transformation structurelle de son architecture régionale, de ses modèles de gouvernance et de ses trajectoires de développement.

Le premier enjeu stratégique concerne la fragmentation de l'ordre régional. La consolidation de l'Alliance des États du Sahel et la rupture avec la CEDEAO traduisent une crise de confiance envers les institutions régionales traditionnelles. Toutefois, les signaux de dialogue entre les deux blocs montrent qu'une coopération pragmatique reste possible, notamment sur la sécurité, la libre circulation, l'énergie et les échanges économiques. Pour le COAPP, cette recomposition impose un suivi rapproché des mécanismes de médiation, des nouveaux cadres de coopération et des risques de duplication institutionnelle.

Le deuxième enjeu est sécuritaire et humanitaire. Le Sahel central demeure l'épicentre de la violence armée, avec une extension progressive de la menace vers les pays côtiers. Cette dynamique fragilise les États, perturbe les marchés, accroît les déplacements de populations et réduit l'espace de mise en œuvre des politiques publiques. La sécurité ne peut donc plus être analysée comme un secteur isolé : elle conditionne désormais la gouvernance, l'investissement, la cohésion sociale, l'accès aux services publics et la résilience territoriale.

Le troisième enjeu porte sur la gouvernance démocratique et la légitimité institutionnelle. Le rapport montre une divergence croissante entre les pays engagés dans des processus électoraux ou institutionnels, comme le Sénégal et la Guinée, et les pays de l'AES, où la logique de souveraineté sécuritaire prime sur les trajectoires démocratiques classiques. Cette situation appelle une analyse plus fine des attentes citoyennes, de la confiance dans les institutions, de la qualité des processus électoraux et des conditions d'un retour progressif à une gouvernance inclusive.

Le quatrième enjeu stratégique concerne la transition économique, écologique et énergétique. Les initiatives régionales et nationales en matière de climat, d'énergie, de souveraineté alimentaire et de gestion des ressources naturelles témoignent d'une volonté de transformation. Cependant, l'écart entre les ambitions affichées et les capacités de mise en œuvre reste important. Les principaux défis résident dans la coordination institutionnelle, la mobilisation de financements durables, l'implication du secteur privé, la protection des ressources naturelles et l'articulation entre transition verte, sécurité alimentaire et création d'emplois.

Le cinquième enjeu est celui du capital humain. Les réformes engagées dans l'éducation, la santé et la protection sociale au Sénégal et en Guinée révèlent une prise de conscience de l'importance des investissements sociaux pour soutenir la transformation économique. Néanmoins, les déficits d'accès, les inégalités territoriales, la faiblesse de la couverture sociale et les contraintes budgétaires limitent encore l'impact des politiques publiques. Le capital humain apparaît ainsi comme un levier central de stabilité, d'inclusion et de compétitivité régionale.

Sur le plan économique et financier, le rapport souligne une croissance régionale relativement résiliente, mais vulnérable aux déséquilibres budgétaires, à l'endettement, à la dépendance aux matières premières et à la faiblesse du commerce intrarégional. Le Sénégal illustre cette tension entre nouvelles opportunités liées aux hydrocarbures et impératif de soutenabilité des finances publiques. L'UEMOA conserve une dynamique d'intégration économique, mais la fragmentation politique régionale peut limiter les gains attendus de l'intégration.

La transformation numérique constitue un autre axe stratégique majeur. Le Sénégal et la Guinée investissent dans la digitalisation de l'État, les infrastructures numériques, la connectivité, les startups et la souveraineté des données. Ces avancées peuvent améliorer l'efficacité administrative, la transparence, l'accès aux services publics et l'intégration régionale. Toutefois, les coûts d'accès, les disparités territoriales, la cybersécurité et les compétences numériques demeurent des contraintes majeures à anticiper.

Dans cet environnement, le positionnement du COAPP doit être renforcé autour de trois fonctions stratégiques : produire une analyse prospective des dynamiques régionales, documenter les effets concrets des politiques publiques sur les populations et formuler des recommandations opérationnelles à destination des décideurs. Le COAPP peut également jouer un rôle d'interface entre institutions régionales, gouvernements, chercheurs, société civile et partenaires techniques.

Priorités Stratégiques Proposées :

- Renforcer la veille sur la relation AES-CEDEAO ;
- Développer des notes d'analyse sur la sécurité et la résilience territoriale ;
- Approfondir le suivi des réformes de gouvernance au Sénégal et en Guinée ;
- Documenter les politiques de transition verte, numérique et sociale ; et structurer une cartographie dynamique des acteurs publics, régionaux et non étatiques.

En définitive, le rapport confirme que la valeur ajoutée du COAPP réside dans sa capacité à transformer une veille dispersée en intelligence stratégique utile à l'action publique en Afrique de l'Ouest.

Point saillant 1

Évolution politique majeure en Afrique de l'Ouest et son impact direct sur les priorités du COAPP

Au cours des trois derniers mois, l'évolution politique en Afrique de l'Ouest est marquée par un paradoxe saisissant : une poussée d'intégration au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES) et un début de réchauffement diplomatique entre cette confédération et la CEDEAO, le tout sur fond de dégradation sécuritaire et de dérive autoritaire.

Voici les dynamiques principales :

- **Rupture et préparation** : l'AES se structure face à la CEDEAO
L'AES (Mali, Burkina Faso, Niger) officialise son retrait de la CEDEAO et consolide son unité. En juillet 2026, elle a célébré son deuxième anniversaire en fixant sept priorités pour renforcer sa souveraineté et son intégration économique. Parallèlement, des experts de l'AES ont préparé à Ouagadougou un document-cadre stratégique pour définir une position commune lors des futures négociations avec la CEDEAO, signe qu'un dialogue est envisagé.
- **Dégel diplomatique** : la CEDEAO tend la main
Malgré la rupture, des signes de réconciliation apparaissent. La CEDEAO a nommé un médiateur, et les ministres des Affaires étrangères des deux blocs se sont rencontrés en avril 2026 pour la première fois depuis la rupture. Des pays côtiers comme le Bénin et le Togo jouent un rôle actif de médiation et de corridor stratégique pour les pays de l'AES.
- **Dégradation sécuritaire et politique** : le talon d'Achille
Cette dynamique diplomatique est éclipsée par une grave crise interne. Fin avril 2026, le Mali a subi des attaques jihadistes sans précédent ayant même coûté la vie à son ministre de la Défense. Cette violence révèle les fragilités de l'AES et les limites du soutien russe. Sur le plan politique, la junte malienne a prolongé le mandat de son chef pour cinq ans et dissous les partis politiques, s'éloignant encore plus de la démocratie

En résumé, l'Ouest africain est à un tournant : les dirigeants de l'AES et de la CEDEAO cherchent à renouer le dialogue, mais cette fragile dynamique est constamment menacée par l'insécurité croissante et le recul démocratique à l'intérieur des pays de la confédération.

Point saillant 3

Situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest

Au cours de la période sous revue, la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest a été marquée par une détérioration significative, en particulier dans la région du Sahel central (Mali, Burkina Faso, Niger), avec des attaques terroristes de grande ampleur et des répercussions sur les pays côtiers voisins.

➤ Événements majeurs par pays :

- Mali : vague d'attaques coordonnées : le pays a subi des attaques terroristes coordonnées les 25 avril (visant Bamako, l'aéroport, Kati, Gao, etc.) et 4 juillet. La situation s'est dégradée, avec des restrictions de mouvement et des sites de déplacés détruits.
- Burkina Faso : lourdes pertes militaires : le 4 juillet, une série d'attaques complexes du JNIM (affilié à Al-Qaïda) a causé la mort d'au moins 50 soldats et Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Début juillet, l'armée a repoussé une attaque en tuant plus de 400 assaillants.
- Niger : attentat contre l'aéroport de Niamey : une tentative de prise de contrôle de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey a eu lieu en juin. Des civils sont également régulièrement pris pour cible.
- Bénin & Togo : la menace s'étend aux côtes : les groupes djihadistes étendent leurs opérations. Le nord du Bénin a été visé par des attaques meurtrières (ex : 15 soldats tués en mars), et le Togo a prolongé l'état d'urgence dans sa région des Savanes jusqu'en mars 2027.
- Nigeria : crise sécuritaire et alimentaire persistante : Le pays fait face à des attaques récurrentes (ex : à Borno en avril) et à une grave crise alimentaire, avec 35 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë et 6,4 millions d'enfants menacés de malnutrition.

➤ Tendances Régionales & Déplacements

La région est décrite comme "l'épicentre du terrorisme mondial". La crise humanitaire s'aggrave avec plus de 2,25 millions de déplacés rien qu'au Tchad. La menace s'étend des pays du Sahel central vers les États côtiers du golfe de Guinée.

En résumé, l'Afrique de l'Ouest traverse une période de grande instabilité, caractérisée par des violences djihadistes, une crise humanitaire et une extension géographique du conflit.

Point saillant 4

Opportunité ou menace critique identifiée pour les politiques publiques régionales

Au cours des trois derniers mois, l'évolution politique en Afrique de l'Ouest représente à la fois une menace critique pour la stabilité régionale et une opportunité de réformes en profondeur pour les politiques publiques.

➤ **Menace critique : Fragmentation sécuritaire et crise de légitimité**

La partition entre la CEDEAO et l'AES fragilise la réponse à l'insécurité, alors que les pays de l'AES concentrent une part massive du terrorisme mondial. L'absence de coordination profite aux groupes jihadistes, dont les violences s'étendent vers les États côtiers. Parallèlement, la CEDEAO traverse une grave crise de légitimité. Perçue comme incohérente, elle peine à faire respecter ses normes démocratiques, ce qui l'éloigne de ses citoyens. Sa dépendance aux bailleurs externes accentue ce fossé et réduit son efficacité.

➤ **Opportunité stratégique | Réformes et nouvelles coopérations : cette crise est un levier pour repenser les politiques publiques régionales :**

- **Réforme de la CEDEAO :** Un besoin urgent de réformes institutionnelles émerge pour restaurer la confiance, en impliquant les citoyens et en révisant les mécanismes de sanctions.
- **Coopération pragmatique :** Des dialogues ad hoc émergent sur des sujets comme la lutte antiterroriste ou l'énergie, ouvrant la voie à une coopération plus souple.
- **Levier d'intégration de l'AES :** Les pays de l'AES avancent sur leur intégration (passeport, banque de développement), ce qui pourrait, à terme, les pousser à négocier un retour sur une nouvelle base avec la CEDEAO.

En résumé pour les politiques publiques, les décideurs doivent agir sur deux fronts :

- 1) Gérer la menace en sécurisant les frontières et en maintenant des canaux de dialogue pour éviter un effondrement sécuritaire.*
- 2) Saisir l'opportunité en engageant des réformes courageuses pour rendre la coopération régionale plus inclusive, efficace et légitime aux yeux des populations.*

Cette période est un test pour la résilience ouest-africaine. L'issue dépendra de la capacité à transformer cette fragmentation en moteur de renouveau.

Périmètre Géographique

Focus sur l'espace CEDEAO / UEMOA, avec une analyse approfondie centrée ce trimestre sur le Sénégal, les pays du Sahel Central (Mali, Burkina Faso, Niger) et les pays de l'Union du Fleuve Mano (UFM : Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone, Guinée)

Veille Régionale par Piliers Thématiques du COAPP

Gouvernance, Institutions, sécurité et Droits Humains

Notes sur les réformes institutionnelles, processus électoraux, libertés publiques et gouvernance démocratique dans la sous-région.

Ci-après Les dynamiques de gouvernance, des processus électoraux, des libertés publiques et des enjeux de sécurité qui ont marqué l'Afrique de l'Ouest et le Sahel au cours des trois derniers mois (avril à juillet 2026) :

➤ Processus électoraux et gouvernance démocratique

- **Consolidation en Guinée** : Le 31 mai 2026, la Guinée a franchi une étape clé dans sa transition post-coup d'État en organisant des élections législatives et communales, saluées comme un retour vers l'ordre constitutionnel.

- **Évolution au Sénégal** : l'agenda institutionnel est marqué par la perspective des élections territoriales, prévues d'ici janvier 2027. L'attention des acteurs politiques et de la société civile se concentre sur la fixation du calendrier électoral et la convocation du corps électoral, dans un climat de pré-mobilisation des différentes formations politiques.
- **Incertitudes dans les pays de l'AES** : Les transitions vers la démocratie au Mali, au Burkina Faso et en Guinée sont toujours en suspens. Ces trois pays, dirigés par des juntes militaires, se sont retirés de la CEDEAO pour former la Confédération des États du Sahel (AES) en juin 2026.

➤ **Réformes institutionnelles et enjeux de gouvernance**

- **Travaux de l'Union africaine** : Le sommet de l'UA de février 2026 a abordé les réformes institutionnelles et les questions de gouvernance, mais bute sur un manque de mise en œuvre.
- **AES** : Souveraineté et rupture : La Confédération AES, née d'une alliance défensive, a défini sept priorités (défense, intégration économique, souveraineté) et cherche à s'affirmer comme un espace politique et économique alternatif, provoquant des tensions régionales.

➤ **Libertés publiques et droits humains**

- **Soutien populaire à la démocratie** : Une enquête d'Afrobarometer (février 2026) montre qu'en moyenne, 74% des Africains soutiennent des élections régulières et libres, et 86% se sentent libres de voter sans pression.
- **Défiance envers les institutions** : La confiance dans les organes de gestion électorale est faible (38%), et la perception d'élections réellement libres et transparentes a diminué de 7 points en une décennie.
- **Rappel des garanties** : Des analyses rappellent que la garantie des libertés publiques et de la liberté d'expression reste un acquis démocratique fondamental.

➤ **Sécurité : un facteur clé de la gouvernance**

L'insécurité reste un défi majeur, influençant fortement la gouvernance :

- **Mali** : Poursuite des opérations antiterroristes (zone de Ségou).
- **Burkina Faso** : Initiative originale mêlant sécurité et réinsertion via l'agriculture en milieu pénitentiaire.
- **Niger** : L'éducation, notamment la scolarisation des filles, est présentée comme une priorité nationale.

En résumé, la sous-région est marquée par une divergence des trajectoires politiques. D'un côté, des pays comme la Guinée ou le Sénégal poursuivent des processus électoraux, tandis que de l'autre, les pays de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger) s'engagent dans une voie de rupture, privilégiant la souveraineté et la sécurité au détriment des processus démocratiques traditionnels, dans un contexte de défiance croissante envers les institutions électORAles.

Transition Verte, Énergie, souveraineté alimentaire et Climat

Suivi des politiques environnementales nationales, projets d'énergies renouvelables, accords sur le climat et gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.

Aperçu des dynamiques et actions récentes en Afrique de l'Ouest concernant la transition verte, l'énergie et la souveraineté alimentaire.

➤ **Politiques Environnementales & Accords Climat**

- Stratégie Régionale Climat (SRC) : Adoptée par la CEDEAO, elle vise à fédérer les États membres autour d'une vision commune à l'horizon 2030 et 2050, en cohérence avec l'Accord de Paris et les ODD.
- Partenariats et Marché Carbone : Un nouveau partenariat avec le PNUE a été lancé en septembre 2025. Par ailleurs, un atelier en septembre 2025 à Accra a validé le cadre pour une plateforme régionale de marché carbone.
- Agriculture intelligente : Un accord de 600 000 USD entre la BIDC et le GGGI (décembre 2025) soutient l'initiative WAICSA pour des chaînes de valeur agricoles résilientes.

➤ **Énergie & Projets Renouvelables :**

- Interconnexions électriques majeures : Des projets transfrontaliers structurants sont en cours, comme la ligne CLSG (Côte d'Ivoire-Libéria-Sierra Leone-Guinée) et la Dorsale Nord (Bénin-Burkina-Niger-Nigéria).
- Intégration régionale : Le réseau de l'OMVG (Gambie-Guinée-Bissau-Sénégal-Guinée) est désormais interconnecté au Pool Énergétique Ouest-Africain (WAPP), reliant ainsi les 14 pays d'Afrique continentale de l'Ouest en un seul réseau.
- Investissements de la BAD : La Banque Africaine de Développement finance des projets hybrides en Mauritanie (60 MW, 300M\$) et solaires au Niger (240 MW d'ici 2030). Son programme "Desert-to-Power" soutient aussi le solaire au Burkina Faso.

➤ **Gestion des Ressources Naturelles :**

- Gestion de l'eau : Les instances régionales (CRCRE, CGRE) ont été relancées en 2025 pour une gestion intégrée. Un accord avec l'IWMI (mai 2025) vise à développer des outils de prévision des sécheresses.
- Écosystèmes marins et forêts : Le WASOP (budget de 59 M€) préserve les océans dans 13 pays côtiers. La CÉDEAO et la FAO travaillent aussi à la préservation des forêts.

En résumé, l'Afrique de l'Ouest multiplie les initiatives pour conjuguer développement économique et durabilité, avec des projets concrets d'infrastructures énergétiques, des accords pour une agriculture résiliente et une gestion renforcée des ressources en eau et des écosystèmes.

Cas du Sénégal

L'approche du Sénégal se distingue par une volonté d'intégrer étroitement ses objectifs climatiques, énergétiques et de souveraineté alimentaire au sein d'une stratégie de développement globale.

Aperçu des avancées et des défis du Sénégal dans ces domaines.

➤ **Politiques Environnementales & Climat**

- Nouveau cadre sectoriel : Le pays s'est doté d'une Lettre de Politique Sectorielle de Développement de l'Environnement et de la Transition Écologique (LPSEDETE) pour 2025-2029.
- Engagements climatiques (CDN) : Le Sénégal vise une réduction de 7% de ses émissions de gaz à effet de serre de manière inconditionnelle d'ici 2030, un objectif qui pourrait atteindre 29% avec un soutien international. Il s'est aussi engagé à réduire ses émissions de méthane d'environ 30% d'ici 2030.
- Plan d'adaptation (PNA) : En avril 2025, le Sénégal a lancé son Plan National d'Adaptation (PNA) pour le secteur agricole, visant à renforcer la résilience face aux sécheresses et inondations.
- Mobilisation des investissements : Le forum "Invest in Senegal 2025" a généré 23,5 milliards de dollars d'engagements, dont 160 millions de la SFI et de la Banque mondiale pour l'agriculture et les infrastructures.

➤ **Énergie & Projets Renouvelables**

- Objectifs ambitieux : Le "Pacte National pour l'Énergie" vise à porter la part des énergies renouvelables à 40% du mix électrique d'ici 2030 et à accélérer l'accès à l'électricité et à la cuisson propre.
- Investissements massifs : Le secteur prévoit 2 623 milliards FCFA d'investissements (2025-2029), dont 64% attendus du secteur privé. L'Agence Nationale pour les Énergies Renouvelables (ANER) pilote la promotion des énergies propres.
- Projets concrets : Des initiatives comme l'installation solaire de l'AIBD créent des emplois et génèrent des revenus. La capacité installée en renouvelables est déjà de 30%.

➤ **Souveraineté Alimentaire & Agriculture :**

- Stratégies nationales : Le Sénégal a défini une Stratégie de Souveraineté Alimentaire (SSA) pour 2025-2034, avec un objectif d'autosuffisance pour les principaux produits importés comme le riz.
- Investissements colossaux : Pour réduire sa facture d'importation (plus de 1,07 milliard FCFA par an), le pays veut mobiliser 2,5 milliards de dollars.

- Programmes de résilience : Le Programme de Résilience du Système Alimentaire (PRSA) de six ans a été lancé en avril 2025.

➤ **Gestion des Ressources Naturelles**

- Forêts et reboisement : L'année 2025 a été marquée par des initiatives pour assurer une gestion durable des forêts et renforcer la lutte contre les incendies.
- Politique forestière : Le Sénégal s'appuie sur une politique forestière couvrant la période 2005-2025, axée sur l'aménagement et la gestion rationnelle des ressources.
- Pêche : La politique nationale vise à reconstituer le potentiel halieutique pour un développement socio-économique durable.

En résumé, le Sénégal a défini un cadre stratégique complet et mobilisé des financements significatifs pour sa transition écologique. La mise en œuvre effective de ces plans, notamment l'attraction des investissements privés et la coordination interministérielle, sera déterminante pour concrétiser ces ambitions.

Cas de la Guinée

➤ **Politiques Environnementales & Climat**

- Engagement Climatique CDN : La Guinée vise une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 17% (inconditionnelle) à 49% (conditionnelle) d'ici 2035
- Nouveau cadre sectoriel : La Guinée s'est dotée d'une Stratégie Nationale de Lutte contre le Changement Climatique en 2019.
- Plan d'adaptation (PNA) : La Guinée a finalisé son Plan d'Action National d'Adaptation (PANA) en 2007.
- Le 22 avril 2016 la Guinée a signé l'Accord de Paris sur le climat.
- Code de l'Environnement : La Guinée s'est dotée le 4 juillet 2019 un Code de l'Environnement qui a été promulgué le 26 juillet de la même année

- Mobilisation de 670 USD pour l'eau et assainissement. Lancement officiel d'un programme d'investissement de près de 670 millions de dollars américains, destiné à transformer durablement l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Guinée entre 2025 et 2031.
- La Guinée occupe la 24e place sur la liste des pays les plus vulnérables face aux changements climatiques et se classe au 148e rang pour ce qui est du niveau de préparation à cet égard.
- L'interdiction de la production, de l'importation et d'utilisation de plastique à usage unique prendre effet en septembre 2026.
- Mobilisation des investissements : Les 8 et 9 juillet 2026, l'Hôtel Kaloum de Conakry a abrité [FNI] un Atelier parlementaire national et Dialogue sur l'investissement vert, organisé par le Parlement du Climat et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), avec le soutien du Fonds Vert pour le Climat (GCF).
- La Guinée s'est dotée d'une Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe 2024-2030

➤ **Énergie & Projets Renouvelables**

- Objectifs ambitieux : En 2028, il est attendu le démarrage de treize (13) centrales solaires d'une capacité totale de 1036 MW actuellement à différents niveaux de développement. Ces centrales sont de capacités individuelles allant 26 MW à 100 MW par endroit.
- L'accès à l'électricité en Guinée a connu un progrès remarquable avec le passage du taux d'accès de l'électricité de 18,1% en 2013 à 53% en 2024 dont 89% en milieu urbain et 21% en milieu rural.
- La capacité installée du parc de production d'électricité à fin 2024 est de 1 310 MW (39% thermique, 61% hydraulique). La capacité d'énergie hydraulique est essentiellement tirée des barrages de Kaleta 240MW et Souapiti 450 MW. La Guinée, entend assurer sa souveraineté énergétique en augmentant progressivement la part des énergies solaires, afin de réduire sa dépendance aux importations d'énergie fossiles et aux variations climatiques.
- En fin 2024, la capacité de production installée était de 1 310 MW avec 39% thermique et 61% hydraulique.

- En 2024, le niveau des exportations d'électricité était de 240,25 GWhs contre 281 GWhs d'importation à partir du Sénégal, Le niveau des exportations devrait augmenter à partir de 2026, avec l'achèvement du Projet d'Interconnexion Guinée-Mali.
- Les partenaires sous régionaux sont : le Sénégal, la Gambie et la Guinée Bissao du côté OMVG ; la Cote d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone du côté CLSG. À partir de 2026, le Mali sera un nouveau partenaire avec l'achèvement du Projet d'Interconnexion Electrique Guinée-Mali.

➤ **Souveraineté Alimentaire & Agriculture :**

Programme Simandou : Simandou 2040 (Pilier 1 – Agriculture, industrie alimentaire et commerce) :

- **Stratégies nationales** : La Guinée a élaborée une Politique Nationale du Développement Agricole en 2017 Investissements colossaux : Un accord d'un montant de 34 millions de dollars américains a été signé le 7 novembre 2026 entre le gouvernement guinéen et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- **Guichet Unique de l'Agriculture** : Lancement du Guichet Unique de l'Agriculture en janvier 2026. Elle a pour objectif d'améliorer la coordination des interventions publiques et privées en faveur des agriculteurs.

➤ **Gestion des Ressources Naturelles**

- **Mines** : Lancement en novembre 2025 du Projet Simandou d'investissement 20 milliards USD. Le projet comprend une voie ferrée de 650 km et un port en eau profonde. Ce méga projet contribuera significativement à l'accroissement de l'économie Guinéenne et à la création des milliers d'emplois.
- **Construction des raffineries** : La construction de trois raffineries d'alumine est en cours dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de transformation local des minerais. Il existe déjà une raffinerie de l'or à Conakry.

Plateforme Damanda : Lancement officiel de la plateforme Damanda, une plateforme digitale de gestion de titres et demande de permis pour la gouvernance minière

- **Minerais critiques** : Le pays a entamé l'élaboration d'une Stratégie Nationale des Minerais Critiques sur fonds propres.
- **Plan de Convergence Forestière de la CEDEAO** : La Guinée a abrité un atelier régional de validation du Plan de convergence forestière révisé (2025-2035) visant à examiner et valider le nouveau cadre stratégique de gestion durable et de protection des ressources forestières des états membres de la CEDEAO
- **Déforestation** : Selon le ministère de l'environnement et du développement durable, la Guinée perd chaque année 36 000 hectares de forêts, principalement à cause de la cuisson au bois de feu.

Capital Humain (Santé, Éducation & Inclusion)

Évolution des indicateurs d'éducation, des politiques de santé publique et des dynamiques de protection sociale.

Sénégal : Les évolutions au Sénégal sont marquées par des ambitions politiques fortes, mais la mise en œuvre se heurte à des défis structurels importants, notamment en matière de financement et de couverture des populations. Voici les dynamiques principales par secteur :

➤ Éducation : recrutement massif, accès encore limité

Le gouvernement agit sur la pénurie d'enseignants avec des recrutements importants, mais l'accès à l'éducation pour tous reste un défi.

- Recrutements massifs : Face à un déficit de 6 529 enseignants, le gouvernement a lancé des recrutements spéciaux pour 3 200 postes, et prévoit d'affecter les nouveaux diplômés dans les zones critiques.
- Budget conséquent : Le Sénégal consacre 7,3% de son PIB et 26% de son budget de fonctionnement à l'éducation, dépassant les recommandations internationales.
- Défi persistant : Malgré ces efforts, 1,5 million d'enfants ne sont toujours pas scolarisés. Le gouvernement mise aussi sur le numérique (formation de 105 000 enseignants) et les infrastructures (nouveaux lycées) pour améliorer l'accès.

➤ **Santé : cap sur la Couverture Universelle**

Le système de santé se dote d'objectifs chiffrés ambitieux pour 2029, visant à améliorer l'accès aux soins.

- Objectifs 2029 : Le ratio de médecins doit passer à 1 pour 3 500 habitants (contre 1/6 500 en 2024), la part du budget santé à 14% (contre 9,4%), et la mortalité maternelle à 80/100 000 naissances.
- Réforme de la santé communautaire : Lancée en avril 2026, elle vise à placer les populations au cœur du système et à consolider la gouvernance locale pour accélérer la Couverture Sanitaire Universelle.
- Approche territoriale : Une répartition des ressources selon 8 pôles territoriaux est prévue pour une meilleure adaptation aux réalités locales.

➤ **Protection sociale : un chantier prioritaire, mais insuffisant**

La protection sociale est au cœur de la stratégie "Sénégal 2050", mais la couverture reste très faible, avec moins d'un Sénégalais sur quatre bénéficiant d'un programme.

- Faible couverture et prestations : Le système est encore insuffisant. Le montant des bourses de sécurité familiale n'a été réévalué qu'une fois en 12 ans. Certains dispositifs (minimum vieillesse, assurance chômage) n'existent pas encore.
- Nécessité de financement : Atteindre une couverture universelle nécessiterait environ 3% du PIB, contre revenus moins de 1% actuellement. L'État compte sur la réforme fiscale et les des hydrocarbures pour financer ces politiques.

En résumé, le Sénégal affiche une volonté claire de transformer ses systèmes éducatif, sanitaire et social, avec des plans et des budgets à la hauteur des ambitions. Cependant, la concrétisation sur le terrain et la mobilisation des ressources financières restent les principaux défis pour étendre la couverture à l'ensemble de la population.

➤ **Education : Développement du Capital Humain**

- **Stratégie Nationale du Développement du Capital Humain :** La Guinée a entamée l'élaboration d'une Stratégie Nationale du Développement du Capital Humain en janvier 2026
- **Simandou Academy :** Simandou Academy est le programme phare de formation dédié au développement du capital humain guinéen, formant les talents nationaux aux métiers stratégiques de demain : ingénierie, technologies, agriculture durable et gestion de projets.
- **Ecole Nationale de l'Administration :** La Guinée s'est dotée d'une Ecole Nationale de l'Administration pour former les cadres, renforcer les compétences, moderniser et améliorer les services publics
- **Ecole d'Excellence :** La construction des Ecoles d'Excellence se poursuit pour améliorer la qualité de l'enseignement
- **Connection des Ecoles à l'Internet :** La Guinée a lancé un ambitieux projet de connexion de 22000 écoles à l'Internet.

➤ **Santé :**

- **Plan National du Développement Sanitaire (PNDS) :** La Guinée a validé le 6 avril 2026 son Plan National du Développement Sanitaire qui prend compte des questions du genre, droits de l'homme et environnement
- **Projet de Transformation du Système de Santé Guinéen :** Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique a procédé, ce mercredi 24 juin 2026, au lancement officiel du projet de transformation du système de santé guinéen afin de rapprocher durablement les services de santé des populations, en particulier des communautés les plus vulnérables
- **Construction des Hôpitaux Régionaux :** La construction en cours d'hôpitaux régionaux à Kindia, Labé, Kankan et N'zérékoré pour rapprocher les hôpitaux aux communautés.
- **Santé Sexuelle et Reproductive :** Inauguration le 20 juin 2026 à Boke de la Clinique de Santé Sexuelle et Reproductive et de la Maison d'Hébergement d'Urgence pour les survivantes de VBG finance par l'Expertise France.

Protection Sociale :

- Existence d'une Direction Générale du Fonds de Développement Social et de l'Indigence (FDSI) visant à soutenir les personnes démunies.
- Lancement du Registre Sociale Unifié : La mise en place du Registre Sociale Unifié vise à améliorer l'efficacité de la protection sociale en ciblant les ménages pauvres.

Économie, Finance et Commerce Intrarégional

Analyse des indicateurs macroéconomiques, politiques fiscales, intégration monétaire (ex. zone CFA) et développement des échanges commerciaux.

Sénégal

L'économie sénégalaise est à un tournant, marquée par une croissance robuste tirée par les nouveaux secteurs des hydrocarbures, mais devant composer avec un endettement public élevé et des défis structurels persistants.

➤ **Indicateurs Macroéconomiques : une croissance à deux vitesses**

- Indicateurs macroéconomiques : une croissance à deux vitesses
- Croissance du PIB : Portée par le pétrole et le gaz, elle a atteint 6,7% en 2025 et 8,3% selon la BAD. Les projections pour 2026 sont de 5% (gouvernement) à 5,9% (BAD).
- Inflation : Bien maîtrisée à 1,4% en 2025, elle pourrait remonter vers 3% en 2026.
- Finances publiques : Le déficit budgétaire est en forte réduction (de -13,4% du PIB en 2024 à -6,4% en 2025), avec un objectif de -5,37% pour 2026. La pression fiscale devrait passer de 19,3% à 23,2% du PIB.
- Dette et commerce : La dette reste élevée (près de 100% du PIB). Le déficit courant s'est amélioré à -9,2% en 2025, mais le FMI prévoit un creusement à -6,2% en 2026.

➤ **Politique monétaire et zone CFA : stabilité et prudence**

- Taux directeur : La BCEAO maintient une politique de stabilité avec un taux directeur à 5,50% en juillet 2026.
- Monnaie : Le franc CFA s'est déprécié de 2,5% en février 2026, renforçant la compétitivité des exportations.

➤ **Commerce Intrarégional : un potentiel à libérer**

En résumé, le Sénégal connaît une phase de transformation économique portée par les hydrocarbures, mais la soutenabilité des finances publiques et l'élargissement des bénéfices de la croissance à l'ensemble de la population restent des défis centraux.

Technologie, Innovation et Numérisation

Avancées réglementaires sur le numérique, connectivité régionale, économie digitale et inclusion technologique.

Le Sénégal vit actuellement une dynamique très forte dans le domaine du numérique, structurée autour de la nouvelle stratégie nationale « New Deal Technologique » (NDT). Lancée en février 2025, cette feuille de route pour la décennie 2025-2034 vise à faire du pays un hub numérique majeur en Afrique.

➤ **Avancées réglementaires : un cadre pour l'innovation**

- New Deal Technologique (NDT) : La stratégie-cadre. Vise une souveraineté numérique (solutions locales, cybersécurité), la numérisation de 90% des services publics d'ici 2034 et le développement de l'intelligence artificielle.
- Loi sur les Startups : Adoptée en janvier 2025, elle offre un cadre incitatif avec des exonérations fiscales de 3 ans et un accès facilité aux financements et marchés publics.
- Modernisation fiscale : En septembre 2025, révision de la redevance télécoms (RUTEL) élargie aux services numériques (mobile money, data), et adoption d'un nouveau Code des investissements pour attirer les capitaux dans les secteurs stratégiques dont le numérique.
- Digitalisation de l'État : En octobre 2025, lancement du projet APPEL pour une commande publique entièrement dématérialisée, plus transparente et efficace.

➤ **Connectivité régionale : le Sénégal, hub ouest-africain**

- Infrastructures et investissements : Le NDT est doté d'un budget d'environ 1 100 milliards de FCFA pour étendre la couverture Internet haut débit, avec un objectif de 95% de connectivité.
- Rôle régional : Le Sénégal se positionne comme un leader, visant à être parmi les trois premiers exportateurs africains de services numériques. Il accueille des événements majeurs comme la conférence « Smart Africa » en février 2026.

➤ **Économie digitale : moteur de croissance**

- Objectifs de croissance : Le numérique doit contribuer à 15% du PIB d'ici 2034. L'objectif est de créer 500 startups labellisées et 50 champions africains.
- Soutien à l'innovation : Le dispositif « Écosystème Startup », lancé en novembre 2025, concrétise la loi sur les startups pour structurer et soutenir les jeunes pousses. Le futur Parc des technologies à Dakar hébergera entreprises, centre de R&D et incubateur.

➤ **Inclusion technologique : pour tous et partout**

- Développement des compétences : Le NDT prévoit de former 100 000 diplômés dans le numérique d'ici 2034.
- Initiatives ciblées : Des programmes comme « Sénégal Digital Factory » visent l'inclusion numérique des jeunes talents. Un partenariat avec l'UIT promeut les écosystèmes numériques commerciaux intégrant les jeunes femmes.
- Accès pour tous : L'ambition est de créer un écosystème dynamique valorisant le capital humain, pour que les bénéfices du numérique profitent à chaque citoyen.

Le Sénégal a donc engagé une transformation numérique profonde et multidimensionnelle. En combinant une stratégie ambitieuse, des réformes réglementaires structurantes et des investissements massifs, le pays se donne les moyens de son ambition pour devenir un leader africain de l'économie numérique.

Guinée :

➤ **Inclusion technologique : pour tous et partout**

- Smart Africa Summit : La Guinée a abritée en novembre 2025 le Smart Africa Summit, le principal événement de transformation numérique du continent.
- Transformation Digitale : La Guinée s'est dotée d'une Stratégie Nationale de Digitalisation de l'Etat et de Développement de l'Economie Numérique.
- Guinea's internet users (%) was 26.5% in 2023, ranking #168 out of 191 countries[FN1]
- Backbone National : En 2025, la capacité du backbone national a été multipliée par quatre, passant de 50 à 200 Gbps, améliorant significativement la vitesse, la stabilité et la qualité de l'Internet

- Fibre Optique : Plus de 12 000 kilomètres de fibre optique ont été déployés, réduisant la fracture numérique entre Conakry et l'intérieur du pays et favorisant un développement territorial plus équilibré
- Data Center : L'inauguration du premier Data Center national certifié Tier III marque une avancée décisive en matière de souveraineté numérique, permettant l'hébergement sécurisé des données nationales sur le sol guinéen.
- Digitalisation de l'État : La modernisation de l'administration a connu une avancée décisive avec le déploiement de la plateforme TELEMO, qui digitalise à 100 % les marchés publics, garantissant transparence et traçabilité.
- MRU : Politiques Numériques : Les pays MRU ont adopté des politiques numériques pour soutenir la transition vers une économie numérique
- MRU Internet Governance Forum : Le MRU Internet Governance Forum est une plateforme multipartite visant à harmoniser les politiques et à combler le fossé numérique.
- Roaming : Des accords sur le roaming ont également été signés par les gouvernements des pays MRU visant à réduire les coûts.
- Régional : Sur le plan régional, quatre interconnexions transfrontalières avec le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone positionnent la Guinée comme un hub stratégique de connectivité en Afrique de l'Ouest.

La Guinée est engagée résolument dans une transformation numérique profonde et multidimensionnelle. En combinant une stratégie ambitieuse, des réformes réglementaires structurantes et des investissements massifs, le pays se donne les moyens de son ambition pour devenir un leader africain de l'économie numérique.

Défis : L'accès et le coût élevé de l'Internet, faible couverture dans certaines parties du pays, la fracture numérique entre milieu urbain et rural etc.

Cartographie des Acteurs (Écosystème)

Suivi des initiatives clés de la CEDEAO, de l'UEMOA, des gouvernements nationaux et des think-tanks concurrents ou partenaires.

CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) :

- Renouvellement du leadership : Les chefs d'État ont attribué la présidence de la Commission au Sénégal pour le mandat 2026-2030.
- Transition sécuritaire : Une réunion d'urgence à Abuja a eu lieu dans un contexte de tensions régionales et de transition de leadership.
- Consultation citoyenne : La Commission a consulté la société civile pour la mise en place d'ECOSOCC-AO.
- Hackathon régional : L'édition 2026 s'est tenue à Accra (Ghana) du 8 au 11 juin, visant à renforcer la résilience numérique.
- Rencontres sectorielles : Une série de réunions a été engagée à Abidjan le 27 avril sur l'investissement et le commerce alimentaire.
- Manœuvres militaires : Près de 200 militaires ivoiriens et français ont participé à l'opération TOURACO 2026 à Abidjan (7 avril - 15 mai).
- Contexte : Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger (effectif depuis janvier 2025) continue de marquer la dynamique de l'institution.

UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine)

- Conseil des ministres : La 1^{re} session ordinaire s'est tenue le 27 mars à Dakar. La 2^e session a eu lieu le 3 juillet à Ouagadougou.
- Plan stratégique : Adoption du plan 2026-2030 "DJOLIBA la suite" lors du Conseil de mars.
- Économie : Croissance attendue à 6,5% au T1 2026. L'inflation projetée est de 1,1% en avril et 1,4% en mai.
- Éducation : Lancement historique du Baccalauréat UEMOA unique, unifié au niveau régional.
- Finances : Approbation du budget 2026 de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF-UMOA).
- Protection sociale : Adoption d'une stratégie de protection sociale.

Gouvernements (Initiatives nationales & bilatérales)

- Côte d'Ivoire : S'est inscrite dans l'initiative de réforme du transport aérien de la CEDEAO dès le 1er janvier 2026.
- Togo : Un arrêt de la CEDEAO rendu le 29 janvier 2026 a ravivé des tensions politiques sur sa notification.
- Coopération bilatérale : La CEDEAO (via l'ARCC) et l'UEMOA sensibilisent les acteurs pour soutenir les États membres.

Think Tanks & Institutions de Recherche

- WATHI : A publié une analyse de la note de conjoncture de la BCEAO (croissance à 6,5% au T1 2026).
- GRAAD Think Tank : A réaffirmé son engagement pour l'amélioration des politiques économiques en Afrique de l'Ouest.
- Policy Center : A publié son 10^e rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique.
- Africa Practice : A organisé une formation à Cotonou (6-8 mai) sur la conformité dans la microfinance.
- Rapports majeurs : La BAD a publié ses "Perspectives économiques en Afrique 2026" et la BM son rapport économique d'avril.
- Le Centre des Politiques Publiques en Afrique de l'Ouest a publié son premier rapport sur l'écosystème des politiques publiques en Afrique de l'Ouest en avril 2026, sur financement de Trust Africa.

Synthèse des Dynamiques

Ces trois mois ont été marqués par des dynamiques contrastées :

- L'UEMOA a consolidé son intégration avec des avancées majeures (Baccalauréat unique, Plan stratégique) malgré un contexte géopolitique incertain.
- La CEDEAO a fait face à des défis sécuritaires et de cohésion, tout en poursuivant ses initiatives sur la jeunesse et le numérique.
- Les think tanks ont fourni des analyses clés sur les politiques publiques et sur la croissance et les risques, confirmant la résilience économique de la région.

Communication et visibilité

Activités du COAPP, Progrès & Impact :

En avril 2026, le Centre des Politiques Publiques en Afrique de l'Ouest a publié son premier rapport sur l'écosystème des politiques publiques en Afrique de l'Ouest, sur financement de Trust Africa. Ce rapport est le fruit d'un travail rigoureux de recherche impliquant des experts de haut niveau. Il ambitionne d'offrir une analyse approfondie des contraintes structurelles et conjoncturelles qui affectent la cohérence et l'efficacité des politiques publiques ; tout en formulant des recommandations concrètes et actionnables à l'intention des décideurs.